

Journée de l'Activiste Climat : Les jeunes en première ligne pour la justice climatique à Abomey-Calavi

La Journée de l'Activiste Climat a été officiellement inaugurée le jeudi 5 septembre 2024, à l'American Corner de l'Université d'Abomey-Calavi. Cet événement, placé sous le thème « Solidarité mondiale et justice climatique : les jeunes au cœur de l'action climatique », vise à sensibiliser les jeunes sur leur rôle crucial dans la lutte contre les effets des changements climatiques tout en renforçant leurs engagements et capacités dans ce domaine.



L'initiative, portée par M. Bio BANGANA, a réuni une trentaine de participants et a vu la présence de plusieurs personnalités importantes, notamment Mme Arielle AKOUETE, Directrice de la Promotion de l'Écocitoyenneté au Ministère du Cadre de Vie et des Transports, et M. Guillaume AGBOTON, représentant le

Directeur Départemental du Cadre de Vie et des Transports du Littoral. Ces acteurs ont souligné l'urgence climatique et la nécessité d'impliquer activement les jeunes pour un avenir durable.

La journée a été rythmée par plusieurs activités, parmi lesquelles des présentations, des panels, une simulation de négociations climatiques, ainsi qu'un atelier sur la fresque du climat. Ces échanges ont permis aux participants d'acquérir des connaissances approfondies sur les enjeux environnementaux, tout en offrant un espace de réflexion et de partage d'idées novatrices.

Un moment fort de l'événement a été le pitch de projets, qui a permis de récompenser les jeunes les plus prometteurs. Les prix décernés incluent le « Best Delegate », le « Best Project » et le « Best Speaker », reconnaissant ainsi les talents et l'engagement des participants.

En outre, un programme de mentorat de trois mois débutera en octobre 2024, visant à accompagner les jeunes activistes dans la mise en œuvre de projets concrets pour le climat.

Le Bénin renforce son système satellitaire à travers l'EUMETSAT

Du 16 au 20 septembre 2024, Cotonou accueille le 16ème Forum des Usagers de l'Organisation Européenne pour l'Exploitation de Satellites Météorologiques en Afrique (EUMETSAT). Cet événement, qui se tient au Palais des Congrès, réunit plus de 150 participants issus de 52 pays, dont 7 pays européens, tous

utilisateurs de données satellitaires pour améliorer la qualité des informations météorologiques fournies à la communauté.



L'ouverture officielle a été présidée par M. José TONATO, Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable (MCVT). Le ministre a exprimé sa gratitude envers les acteurs ayant contribué à l'organisation de ce forum et salué le choix du Bénin comme hôte de cette rencontre internationale dédiée à l'amélioration de la résilience climatique. Il a également rappelé les efforts entrepris par le gouvernement béninois pour renforcer le système météorologique national, notamment à travers la densification et la modernisation du réseau d'observation météorologique, avec des stations synoptiques et agro-météorologiques plus performantes.

Selon le ministre TONATO, ce forum est une occasion de présenter les réalisations du Bénin en matière de villes durables et de lutte contre les effets du changement climatique. Il a souligné l'importance de maîtriser les

données météorologiques dans cette lutte : « Le contrôle des données météorologiques est une dimension essentielle dans cette lutte pour maîtriser les jeux, pour contrôler les effets du changement climatique », a-t-il affirmé. Il a également exprimé son espoir de voir des résultats à la hauteur des attentes à l'issue de ce forum.

Parmi les innovations saluées, M. TONATO a mentionné l'installation prochaine de la nouvelle station PUMA au Bénin, grâce au satellite géostationnaire METEOSAT de Troisième Génération, qui sera présenté lors du forum. Cette station permettra de traiter les données satellitaires de manière plus efficace.

Pour M. Didier KAKPA, Directeur Général de Météo Bénin, cette rencontre est cruciale dans un contexte de changement climatique où les données fiables sont indispensables. Il a souligné l'importance de l'EUMETSAT en tant que solution pour pallier le manque de données météorologiques des stations classiques et accompagner les services hydrométéorologiques dans l'amélioration du réseau d'observation et de la production d'informations climatiques.

De son côté, M. Sédiko DOUKA, Commissaire pour l'Infrastructure, l'Énergie et la Digitalisation de la CEDEAO, a mis en avant le rôle des avancées technologiques pour assurer la sécurité et la résilience face au changement climatique. Quant à M. Tidiane OUATTARA, Président du Conseil de l'Agence Spatiale Africaine, il a assuré du soutien total de l'Agence dans la mise en œuvre des résolutions qui découleront de ce forum.

L'EUMETSAT joue un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique en fournissant aux services météorologiques des outils et des données essentiels pour comprendre les impacts climatiques et élaborer des stratégies d'adaptation. À la fin du forum, une déclaration d'engagement a été signée entre les différentes parties prenantes, incluant

le gouvernement béninois, le Réseau d'Observation, l'Organisation Mondiale de la Météorologie, la CEDEAO et les partenaires financiers.

Parmi les participants notables figurent M. Phil Evans, Directeur Général de l'EUMETSAT, et M. Joel Neubert, Chef de Coopération à la Délégation de l'Union Européenne au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Promotion de l'énergie renouvelable : Des jeunes activistes visitent la plus grande centrale solaire du Bénin

Le vendredi 20 septembre 2024, une vingtaine de jeunes activistes béninois ont participé à une sortie pédagogique à la plus grande centrale solaire du Bénin, organisée par le Renewable Energy Coalition Benin (REC Bénin) et Power Afrika, avec le soutien de 350.org. Une initiative visant à faire découvrir la centrale solaire aux jeunes engagés pour la promotion des énergies renouvelables au Bénin.



Visite sur la centrale solaire de Pobè

La journée a commencé tôt à Abomey-Calavi, où le bus réservé pour l'occasion, a pris la route vers Pobè, avec des arrêts à Cotonou et Porto-Novo pour récupérer d'autres participants. Dans une ambiance conviviale, les activistes ont parcouru les 130 kilomètres séparant Cotonou d'Illoulofin, un village dans la commune de Pobè où se trouve la centrale solaire.

Dès leur arrivée, les jeunes ont pu observer cette gigantesque

installation solaire, qui s'étend sur 26 hectares. Construite par RMT Eiffage, la centrale est exploitée depuis plus de deux ans par la Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE). Elle représente un symbole important dans la transition énergétique du pays. Les visiteurs, guidés par Esias Mérit Degan, chef de la centrale, et son équipe, ont découvert les coulisses de cette installation qui produit 25 mégawatts-heures (MWh) d'électricité, et qui a injecté plus de 70 gigawatts-heures (GWh) dans le réseau national depuis sa mise en service.

Le champ de panneaux solaires s'étend à perte de vue. Plus de 47 000 modules de 530 Wc sont répartis en six postes de transformation. Selon un ingénieur sur place, chaque série de modules génère 1 500 volts en courant continu, convertis ensuite en 800 volts de courant alternatif, puis augmentés à 20 000 volts avant d'être injectés dans le réseau national. La puissance produite est ensuite transportée vers les ménages à travers la Communauté Électrique du Bénin (CEB).

En outre, Mérit Degan a révélé que des projets d'extension sont déjà en cours, avec la construction de deux nouvelles centrales de 25 MWh chacune, portant ainsi la capacité totale à 75 MWh. Ces nouveaux projets couvrent une superficie de 96 hectares, déjà clôturée. Malgré cette avancée, un défi majeur subsiste : l'absence de systèmes de stockage d'énergie, ce qui limite la production aux seules heures ensoleillées.

L'impact environnemental de cette centrale est également remarquable. Sa production devrait permettre de réduire les émissions de CO₂ du Bénin de 575 000 tonnes sur 25 ans, soit environ 23 000 tonnes par an. Financé à hauteur de 39,7 milliards de francs CFA par l'État béninois, avec le soutien de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement.

Une grande avancée pour le Bénin qui vient de loin dans sa quête de combler le déficit d'énergie. En effet, raconte

Christian HOUNKANNOU, coordonnateur Afrique Francophone de l'organisation 350.org, en 2017, la biomasse représentait 58% de l'énergie primaire utilisée, suivie de 37% d'importations d'hydrocarbures comme le charbon et le gaz utilisés dans les centrales thermiques.

L'année suivante, poursuit-il, soit en 2018, les importations du Ghana et Nigeria ont permis au Bénin d'avoir un taux d'accès à l'électricité de 33,2%. Ces chiffres relativement faibles indiquent un réel problème d'accès pour les communautés rurales car le peu de capacité servait à alimenter les villes.

Mais aujourd'hui, la centrale solaire de Pobè constitue une bonne option pour diversifier les sources d'énergies en limitant la pression sur la biomasse énergie, et une opportunité pour le Bénin de faire face à la crise climatique et apporter de l'énergie à faible coût aux communautés rurales a-t-il déclaré sur un air de satisfaction.

L'appel de Anas SEKO, Coordonnateur du Renewable Energy on Coalition Bénin REC Bénin, va non seulement à l'endroit du gouvernement du Bénin à poursuivre et à augmenter son ambition de développement des énergies renouvelables mais aussi aux institutions comme la Banque Africaine de Développement à soutenir le développement des énergies 100 % renouvelables.

À l'issue de la visite, les jeunes activistes sont repartis mieux informés et encore plus motivés à promouvoir l'énergie renouvelable dans leurs communautés respectives. Au cours de leur déplacement des plaines d'Abomey-Calavi et de Cotonou au plateau de Pobè en passant par la vallée de l'Ouémé, rien n'a émoussé l'ardeur de ces jeunes à découvrir la plus grande centrale solaire et ses avantages pour le pays.

Megan Valère SOSSOU

Amnesty International Bénin lance une campagne nationale pour le droit à la santé

Amnesty International Bénin a lancé ce vendredi 20 septembre 2024, une campagne nationale pour promouvoir le droit à la santé pour tous au Bénin. La cérémonie officielle de lancement s'est tenue à Cotonou, en présence d'acteurs du secteur de la santé, de la société civile, des médias et de nombreux autres acteurs. L'initiative, motivée par les nombreuses plaintes recueillies par l'organisation, vise à sensibiliser la population sur leurs droits en matière de santé et à renforcer les mécanismes de recours en cas de violations.



Dieudonné Dagbeto, Directeur Exécutif de Amnesty International

Bénin

Pour Dieudonné Dagbeto, Directeur Exécutif de Amnesty International Bénin, la santé est un bien essentiel à la vie et au bien-être. Un droit fondamental indispensable à l'exercice des autres droits humains. C'est en lançant cette campagne, il espère qu'elle contribuera à assurer une bonne connaissance du droit à la santé au sein des populations et leur donner des informations sur les voies de recours et de dénonciations en cas de manquements. « Notre campagne portera sur la jouissance du droit à santé pour tous y compris les personnes privées de liberté. » a-t-il déclaré.

Soutien remarquable de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé

Représentant, le Président de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé, Habib OUITONA, a exprimé toute la satisfaction de l'ARS de savoir que les engagements pris au cours de l'atelier de mai à Grand-Popo sur la promotion du droit à la santé passe de projet à du concret. Il trouve en cette initiative un appui précieux à sa mission de veiller à la réalisation du droit à la santé pour tous par l'amélioration continue de l'offre et de la qualité des soins. Tout en félicitant Amnesty International Bénin, il a renouvelé le soutien de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé. C'est une action salvatrice qui a pour effet de faire de chaque usager et de chaque communauté, un véritable acteur de sa santé a-t-il laissé entendre.

Les objectifs et les grands axes de la campagne sur l'éducation aux droits à la santé ont été présentés par Éric-Orion BIAO, Coordonnateur Education aux Droits Humains à Amnesty International Bénin. Une campagne nationale qui sera suivie d'un plaidoyer institutionnel. La campagne vise à sensibiliser non seulement les usagers, mais aussi les professionnels de la santé, afin que les droits des patients soient mieux respectés dans les établissements de soins. Sur une durée de 16 mois, cette campagne permettra dans un premier

temps de sensibiliser la population et les professionnels de la santé sur les droits à la santé, puis lutter contre les violences obstétricales et gynécologiques et enfin améliorer les conditions sanitaires en milieu carcéral.



Panel d'échange

La cérémonie de lancement a été suivie d'un panel de discussions sur le thème : « Réalités et défis du droit à la santé au Bénin ». Parmi les intervenants figuraient des experts tels que le Dr Crespin Soglohoun, membre de l'Autorité de Régulation du Secteur de la Santé, Mme Célestine AMETEPE, Secrétaire Générale de la Plateforme Nationale des Usagers du Secteur de la Santé (PNUSS), et le Professeur Emmanuel SAMBIENI, consultant principal de l'étude sur l'accès au droit à la santé en milieu urbain et périurbain.

Pour les différents partenaires de mise en œuvre et les parties prenantes, cette campagne vient à point nommé. Ils ont exprimé leur engagement à s'impliquer dans la campagne pour sensibiliser les populations et les acteurs de la santé à observer les dispositions garantissant le droit de tous à la

santé au Bénin.

Rappelons qu'avant de lancer cette campagne, Amnesty International Bénin avait commandité une étude en 2023 pour évaluer l'accès au droit à la santé en milieu urbain et périurbain. Les résultats de cette étude ont mis en lumière des défaillances notables dans la jouissance de ce droit fondamental, notamment dans les centres de santé. Face à ces constats alarmants, l'organisation entend agir en informant et en mobilisant la population pour défendre ce droit essentiel.

Bien que le Bénin ait adhéré à plusieurs traités et accords garantissant le droit à la santé, sa mise en œuvre effective reste un défi. L'existence de ce droit dans les textes ne suffit pas. Il est impératif que tous les acteurs, y compris les citoyens, se mobilisent pour protéger et promouvoir ce droit.

Megan Valère SOSSOU

Biodiversité au Bénin : L'ODDB-ONG tend ses mains conservatrices à 876 tortues d'eau douce

Grâce à une opération conjointe des douanes et des défenseurs de la biodiversité, 876 tortues d'eau douce ont été arrachées des mains de trafiquants et réintroduites dans leur habitat naturel. L'ODDB-ONG, en première ligne de ce combat, dénonce un massacre écologique et appelle à une mobilisation accrue.



Le lundi 5 août 2024 fut un jour de salut pour des tortues d'eau douce aux mains des trafiquants. En effet, grâce à la vigilance et au professionnalisme des services de douane du poste frontalier juxtaposé de Sèmè-Kraké, des trafiquants en provenance du Nigeria, qui tentaient de faire passer une grande quantité de tortues entassées dans des sacs en tissu, ont été arrêtés. Au total, 876 tortues d'eau douce de différentes espèces et d'âges variés dont 32 mortalités sur place ont été dénombrées par les agents de la douane et les forestiers, notamment le point focal CITES.

À la suite de cette opération, plusieurs organisations engagées dans la défense de la biodiversité ont, aux côtés de la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasses, apporté leur contribution pour assurer la survie et le bien-être de ces espèces précieuses pour la diversité biologique.

Dans cette perspective, l'ODDB-ONG n'a pas ménagé son abnégation, son dévouement et son savoir-faire. Selon Chrystelle Dakpogan Houngbédji, Directrice Exécutive de ODDB ONG, une équipe est intervenue dans les différentes étapes de cette assistance salvatrice offerte à ces tortues d'eau douce. Il s'est agi, dans un premier temps, de l'identification des espèces de tortues. À cette étape, raconte-elle, quatre espèces de tortues d'eau douce ont été identifiées : *Pelomedusa subrufa*, *Pelusios castaneus*, *Pelusios niger* et *Pelusios adansonii*.

L'espèce *Pelusios adansonii* n'étant pas répertoriée au Bénin parmi ces quatre espèces, l'occasion a permis de prendre les mensurations des différents individus afin de créer une base de données des spécimens et individus de tortues objets de ce commerce illégal a-t-elle ajouté.

Une action de sauvetage synergique

Pour le point Focal national de CITES au Bénin, Ulysse Korogone, Conservateur de 2^e Classe des Eaux, Forêts et Chasses et Coordonnateur de l'équipe nationale de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, c'est une première saisie aussi importante d'animaux d'espèces vivantes. Afin de favoriser la suivie desdites espèces, ajoute-il travail un travail scientifique a été fait pour déterminer l'aire de relâcher tenant compte des besoins écologiques des espèces.

« C'est l'occasion de remercier l'ODDB ONG qui a vraiment accompagné la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasses dans ces discussions. Nous a aidés à établir cette cartographie bien sûr en discutant avec les autres partenaires » a-t-il déclaré.

Une démarche validée par les autres partenaires, experts, ONGs en particulier par la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasses avec son ministère de tutelle.

Ainsi, des relâchers d'individus de *Pelusios castaneus* ont été effectués au niveau de la zone marécageuse entre la forêt classée de Pahou et le Lac Toho.

À l'intérieur de la Réserve de Biosphère de la basse vallée de l'Ouémé, d'autres individus de *Pelusios castaneus* ont été relâchés dans la commune des Aguégus, tandis que les individus de *Pelusios niger* ont été libérés sur plusieurs sites au niveau de Médédjonou, à la frontière Bénin-Nigeria.

Il convient de noter que des séances de sensibilisation, conduites par l'Organisation pour le Développement Durable et

la Biodiversité (ODDB-ONG) et Benin Environment Education Society (BEES-ONG), ont précédé les différents relâchers dans la Réserve de Biosphère de la Basse Vallée de l'Ouémé. Certains individus de *Pelusios castaneus* ont été accueillis par le refuge animalier de la Vallée du Sitatunga, tandis que les individus de *Pelusios adansonii* et *Pelomedusa subrufa* ont été accueillis par le refuge de tortues aménagé pour la circonstance, en attendant leur libération très prochaine.

Un vibrant appel à la conservation des espèces au Bénin

Chrystelle Dakpogan Houngbédji, Directrice Exécutive de l'ODDB ONG condamne fermement ces actes de prélèvements abusifs des tortues dans leur milieu naturel, qualifiant ces pratiques d'ignobles et irrespectueuses envers la nature.

« Il s'agit principalement de juvéniles et de sub-adultes. Ces prélèvements massifs risquent de décimer toute une population, mettant en péril la survie de ces espèces », a-t-elle déclaré.

Elle n'a pas manqué également de saluer les efforts de la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse, ainsi que de la Direction de la Douane pour l'arrestation des trafiquants et la récupération des tortues. Elle appelle les acteurs de la société civile à redoubler d'ardeur dans les activités de sensibilisation, afin que les populations comprennent les enjeux et s'approprient la lutte contre les trafics illégaux d'espèces animales. *« Le contrôle doit être poursuivi, et les répressions multipliées. »* a-t-elle lancé à l'endroit des autorités.

Un avis partagé par le Coordonnateur de l'équipe nationale de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, point focal national de CITES au Bénin, selon qui des mesures sont en train d'être prises pour déterminer les connexions entre les trafiquants mis en cause et d'autres personnes au niveau du Nigéria.

Cependant, il soulève des défis majeurs dans la gestion de

cette opération. Il s'agit de la nécessité de mise en place d'un centre de sauvegarde d'animaux vivants, d'un mécanisme de financement destiné à cette mission, de la mise en place d'une autorité scientifique pour appuyer la Direction générale des Eaux, Forêts et chasses et des moyens roulants pour répondre à ces préoccupations.

Pour la survie des espèces, les coordonnées géographiques des sites de relâcher ont été prises afin de favoriser le monitoring des espèces relâchées en collaboration avec les acteurs à divers niveaux, rassure le point focal national de CITES au Bénin, Ulysse Korogone. Rappelons que cette action a été possible grâce au soutien du partenaire américain, [Born Free USA](#).

En dépit de ces victoires ponctuelles, la bataille pour la préservation des tortues d'eau douce et plus largement de la biodiversité au Bénin est loin d'être terminée. La vigilance et l'engagement de tous, des autorités aux citoyens, restent indispensables pour prévenir de nouvelles menaces. Face à ces défis, l'ODDB-ONG et ses partenaires rappellent que chaque tortue sauvée est une victoire pour la nature, mais que chaque minute compte pour éviter de nouvelles pertes.

Megan Valère SOSSOU

**Lutte contre le VIH SIDA au
Bénin : Winnie Byanyima,
Directrice exécutive de**

L'ONUSIDA, satisfaite des avancées

Du 9 au 13 septembre 2024, Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA, a effectué une visite officielle au Bénin. Cette mission lui a permis de rencontrer plusieurs personnalités importantes du pays, dont le Chef de l'État et le Président de l'Assemblée Nationale. Au terme de ses échanges, elle a exprimé sa satisfaction quant aux efforts fournis par le Bénin dans la lutte contre le VIH/SIDA.



Winnie Byanyima

Mme Byanyima a rappelé que « le Bénin a accompli des progrès considérables dans la lutte contre le SIDA. En 14 ans, les nouvelles infections et les décès ont été réduits de moitié, et de nombreuses personnes ont désormais accès à des traitements. » Toutefois, elle a précisé que 1 400 nouvelles infections ont été enregistrées l'année dernière, avec une prédominance chez les jeunes filles, particulièrement

vulnérables.

Ces avancées sont le résultat des actions entreprises par le gouvernement béninois et ses partenaires, notamment dans le domaine de la mobilisation des financements. Mme Byanyima a salué les efforts du Bénin, qui, contrairement à plusieurs autres pays, a réussi à contribuer à hauteur de 32 % au financement de la lutte contre le VIH/SIDA. Elle a également évoqué un projet clé lancé en collaboration avec Expertise France, visant à renforcer la réponse communautaire contre la stigmatisation et la discrimination.

Un partenariat stratégique avec Expertise France

Le partenariat avec Expertise France a été souligné comme une initiative majeure. Ce projet, qui vise à instaurer une réponse communautaire pour lutter contre la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH, a été officiellement lancé lors de la visite de Mme Byanyima. Elle a également reconnu l'importance de l'aide financière fournie par la France à travers ce partenariat, qui permettra de surmonter l'obstacle de la stigmatisation, souvent à l'origine de la réticence des personnes infectées à accéder aux soins.

Des avancées avec la science

En réponse aux rumeurs sur la disponibilité d'un remède ou d'un vaccin contre le VIH, Mme Byanyima a clarifié qu'« il n'y a pas de remède ni de vaccin, juste des essais en cours ». Elle a insisté sur le fait qu'aucun traitement curatif ou préventif concret n'a encore été découvert, bien que la recherche progresse. En revanche, elle a souligné la disponibilité de nouveaux outils de prévention, dont la « prep injectable ». Ce traitement révolutionnaire permet aux personnes à risque de recevoir deux injections par an, en alternative aux comprimés quotidiens, afin de prévenir toute infection par le VIH.

La Directrice exécutive de l'ONUSIDA a appelé les médias à

jouer un rôle essentiel dans la sensibilisation et l'information, afin de contribuer à l'atteinte des objectifs 2030 dans la lutte contre le VIH/SIDA au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Tozé, le répulsif biologique qui protège vos cultures des ruminants

Face aux dégâts causés par les bœufs, moutons et chèvres dans les champs, le produit Tozé se positionne comme une solution efficace et écologique. Ce répulsif biologique, conçu à partir d'extraits d'animaux et de plantes, repousse les ruminants sans nuire à l'environnement, aux plantes ou aux humains.



Produit Tozé

Une solution naturelle contre les ravages des ruminants

Les agriculteurs béninois sont régulièrement confrontés aux destructions causées par les ruminants, surtout en saison sèche, lorsque les bœufs errants s'attaquent aux plantations. Tozé agit comme une barrière naturelle, préservant les cultures annuelles, les plantations fruitières et les plantes de couverture. Contrairement aux produits chimiques, Tozé est non toxique, validé par le laboratoire pharmacologique de l'EPAC/UAC, garantissant la sécurité pour l'homme et l'environnement.

Le dosage de Tozé est simple : 1 litre du produit mélangé à 5 litres d'eau permet de traiter une bande de 2 mètres sur 400 mètres. Ainsi, un hectare de champ nécessite seulement un litre de Tozé. Le traitement reste efficace pendant deux mois, offrant une protection durable contre les ruminants. Un litre est vendu à 5000 FCFA, ce qui en fait une solution accessible

pour les petits et grands agriculteurs.

Une alternative durable et non toxique

En plus de son efficacité, Tozé est respectueux de l'environnement. Les études toxicologiques et d'impact environnemental ont été validées par l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE), prouvant son innocuité pour les cultures, les animaux et les humains.

Tozé représente ainsi une avancée importante pour les agriculteurs soucieux de protéger leurs cultures tout en respectant la biodiversité.

Megan Valère SOSSOU

Entretien avec Junias AZONDJINMON sur le Camp Régional Youth40DD 2024

Aujourd'hui, nous avons l'honneur de recevoir D. Junias AZONDJINMON, Expert Consultant GéoEnvironnementaliste et spécialiste des questions liées aux changements climatiques. En tant que Président de l'ONG RAEDD, Coordonnateur du Réseau Africain Youth40DD et Président du Comité de Gestion du Camp Régional Youth40DD, il est à l'initiative d'un événement d'envergure pour la jeunesse africaine : le Camp Régional Youth40DD (CRY40DD). Ce camp vise à promouvoir l'engagement des jeunes dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).



Dans cet entretien, il nous éclaire sur l'importance de ce rendez-vous et les opportunités qu'il offre à la jeunesse africaine.

Pouvez-vous nous présenter le Camp Régional Youth4ODD ?

Le Camp Régional Youth4ODD, ou CRY4ODD, est un événement international dédié à la jeunesse africaine, axé sur les Objectifs de Développement Durable des agendas 2030 (NU) et 2063 (UA). Initié par RAEDD ONG et soutenu par le Réseau Africain Youth4ODD, cette édition 2024 est co-organisée avec ROJALNU ODD Togo et AGEF Togo. Elle réunira 100 jeunes leaders et engagés des ODD de 10 pays africains à Vogan, au Togo, du 17 au 20 octobre 2024.

Pourquoi avoir choisi le Togo pour cette édition 2024 ?

Le choix du Togo a été fait sur une base votée par les organisations points focaux du Réseau Africain Youth4ODD après

l'édition 2023, qui s'est tenue au Bénin. Conformément à cette décision collective, le Togo accueillera l'édition 2024 du Camp Régional Youth40DD.

Quelles seront les principales activités de cette édition ?

Le programme de cette édition inclut des communications, des formations pratiques, des actions communautaires, des sorties écotouristiques, un concours Pitch Miss ODD, une foire d'exposition des produits et services innovants de la jeunesse africaine, ainsi qu'une grande soirée gala. Ces activités visent à renforcer la synergie entre les participants et à promouvoir l'atteinte des ODD à travers des actions locales et internationales.

Quel est le thème principal du camp cette année ?

Le thème central de cette édition est : ''Jeunesse Africaine au Cœur des Objectifs de Développement Durable des Agendas 2030 (NU) et 2063 (UA)''

Quels pays seront représentés au camp ?

Cette édition réunira des jeunes leaders provenant du Bénin, Togo, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Niger, Tchad, Gabon, Ghana et Guinée, qui participeront aux différentes activités prévues.

Quels bénéfices cet événement apportera-t-il à la jeunesse africaine ?

Les participants amélioreront leur compréhension des enjeux sociétaux et des urgences mondiales tout en renforçant leurs compétences grâce à des formations et des actions sur le terrain. Ce camp est conçu pour galvaniser les jeunes à agir pour atteindre les objectifs des agendas 2030 et 2063. À leur retour, chaque participant mènera des actions locales, encadrées par les organisations points focaux de leur pays.

Avez-vous un appel à lancer pour cet événement ?

Nous exprimons notre profonde gratitude envers nos partenaires et les organisations points focaux du Réseau Africain Youth40DD pour leur engagement à atteindre les objectifs des Agendas 2030 et 2063. Nous invitons toute personne souhaitant soutenir cette édition 2024 du Camp Régional Youth40DD à Vogan à se joindre à cet effort collectif pour un avenir durable et prospère pour la jeunesse africaine.

Journée de l'activiste climat: un pari gagné pour Bio Tabaraka Bangana

Célébrée autour du thème «Solidarité mondiale et justice climatique : les jeunes au cœur de l'action climatique », la 1^{ère} journée de l'activiste climat s'est tenue à Obama center de l'université d'Abomey Calavi, du 05 au 07 septembre 2024. Cette célébration a connu la participation d'une trentaine de jeunes venus de divers horizons.



Photo de famille

Selon Bio Tabaraka Bangana, coordonnateur de cette initiative, le but est de renforcer les capacités des jeunes activistes sur les questions climatiques, afin qu'ils mettent ces compétences au service de leur communauté.

En lançant officiellement cet évènement, Mme Arielle Heaven Akouete, Directrice Générale de promotion de l'éco-citoyenneté du ministère du cadre de vie et des transports chargé du développement durable, a encouragé et invité les jeunes activistes à plus d'engagement.



Cérémonie de lancement

Arielle Heaven Akouete, Directrice Générale de promotion de l'éco-citoyenneté du MCVT

«Nous avons besoin aujourd'hui de jeunes déterminés comme vous. Être activiste, c'est un mode de vie. Les messages que vous véhiculez, vous devez en vivre le contenu», a-t-elle laissé entendre.

Plusieurs thématiques ont été développées au cours des échanges. Il s'agit entre autres de l'agriculture intelligente, de la gestion des déchets, de la transition énergétique, des énergies renouvelables, et bien d'autres sujets.

Dirigée par Salem AYENAN, la simulation de la COP 29 a été l'un des exercices les plus intéressants de cette initiative, où chaque groupe de jeunes délégués a vaillamment défendu ses intérêts.



Participants

Entre communication, débat et partage d'expériences, cette activité a eu un impact significatif sur les diverses parties prenantes. Les participants à cette première édition de la journée de l'activiste climat sont ainsi répartis bien aguerris, promettant de faire bon usage des compétences acquises.

Pothin ADANVESSI

Agroécologie au Bénin : Les Jardins de l'Espoir promeut

L'assurance qualité et la maîtrise financière

[This article can be read in english on the Eco Voice Africa](#)

Pour rassurer de la qualité des produits agroécologiques, de la production à la consommation, Les Jardins de l'Espoir, avec le soutien financier de l'Agroecology Fund, a initié le projet « Assurance qualité et maîtrise financière des systèmes agroécologiques paysans » (AQSAEP). Ce projet a été présenté lors d'un atelier à Abomey-Calavi, en présence des principaux acteurs de l'agroécologie au Bénin.



Vue d'ensemble des participants

Raoudath Bouraima, Présidente de Les Jardins de l'Espoir, a expliqué que l'objectif du projet est de garantir aux consommateurs, ainsi qu'aux producteurs, une production et une

consommation saine et durable. « Il s'agit d'apporter plus de valeur aux produits agroécologiques sur le marché, en assurant leur qualité », a-t-elle précisé.

Au cours de cet atelier, les participants ont examiné la nécessité de réaliser une cartographie des bonnes pratiques et des acteurs clés de l'agroécologie au Bénin, réalisée à partir d'une étude diagnostique. Ils ont également travaillé à l'élaboration des éléments essentiels du cahier des charges pour la certification AQSAEP, et discuté des moyens de redynamiser les marchés fermiers paysans afin de faciliter l'accès à ces produits écologiques.

Le projet AQSAEP comprend plusieurs volets : l'aménagement d'infrastructures agroécologiques, la création d'une ferme témoin, la distribution d'intrants aux producteurs, la mise en place d'itinéraires techniques adaptés aux systèmes agroécologiques, une étude de rentabilité économique de ces pratiques, et la création d'un marché modèle illustrant les principes de la nouvelle certification. L'initiative inclut également l'expérimentation de nouveaux systèmes de production, dont les résultats seront validés par les parties prenantes du secteur agroécologique.

Une certification AQSAEP pour renforcer la confiance des consommateurs

« Ce projet nous conduira à une certification des produits agroécologiques », a souligné la présidente de Les Jardins de l'Espoir. Il s'agit de garantir que les producteurs utilisent des outils et des pratiques transparentes, rassurant ainsi les consommateurs sur la qualité des produits agroécologiques disponibles sur le marché.

La certification AQSAEP, au cœur du projet, vise à offrir une garantie de qualité élevée des produits agroécologiques, un avis partagé par Noël Obognon, coordonnateur du projet. Monkoun Jaurès, directeur du CeVAD et membre de la FAEB, a

salué cette initiative qu'il qualifie de « très pertinente ». Cette certification ouvrira de nouvelles opportunités pour les producteurs agroécologiques en renforçant la confiance des consommateurs et en consolidant leur position sur le marché a-t-il laissé entendre.

Le projet AQSAEP porté par Les Jardins de l'Espoir avec le soutien de Agroecology Fund, promet ainsi de transformer durablement le secteur agroécologique béninois, en misant sur des pratiques agricoles responsables et une gestion financière rigoureuse, pour le bien-être des producteurs et des consommateurs.

Abalo Towanou

Lutte contre le VIH/SIDA : Winnie Byanyima, Directrice Exécutive de l'ONUSIDA, en visite officielle au Bénin

Winnie Byanyima, Directrice Exécutive de l'ONUSIDA et Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies, est en visite officielle au Bénin du 9 au 13 septembre 2024. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Expertise France pour renforcer la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre.



Durant son séjour, Mme Byanyima rencontrera le Chef de l'État, des représentants gouvernementaux, ainsi que des acteurs de la société civile pour évaluer les progrès du projet financé à hauteur de 1,92 million d'euros. Un projet qui vise à améliorer l'accès aux traitements et à renforcer la prévention du VIH dans six pays de la région, dont le Bénin.

Cette visite témoigne de l'engagement continu de l'ONUSIDA à soutenir les initiatives locales pour atteindre l'objectif de mettre fin à l'épidémie de VIH/SIDA d'ici 2030.

Rappelons qu'en plus des problématiques touchées par le projet avec Expertise France, les priorités de l'ONUSIDA dans la sous-région et particulièrement au Bénin, restent : le VIH pédiatrique, Education +, et le dépistage des hommes. Ces rencontres permettront d'évaluer les avancées sur le terrain et d'identifier les défis restants.

Megan Valère SOSSOU

DGEFC : 44 sous-officiers obtiennent leurs Diplômes d'Aptitude Professionnelle

La Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC) a célébré, mardi 03 septembre 2024, la fin de formation et la remise de Diplôme d'Aptitude Professionnelle (DAP) à 44 sous-officiers, dont six femmes. Cette cérémonie s'est déroulée sous la présidence de Madame Jeanne ADANBIOKOU AKAKPO, Directrice de cabinet du Ministre du Cadre de Vie et des Transports, en charge du Développement Durable (MCVT), représentant Monsieur José TONATO, le Ministre.



Organisée à Akpakpa, au siège de la DGEFC, cette formation de 90 jours a permis aux stagiaires de se perfectionner dans des domaines variés : Conservation de la Faune, Aménagement et Gestion des Aires Protégées, Foresterie Rurale, ainsi que des modules sur la législation et la pratique administrative. Ils

ont également bénéficié d'un entraînement physique et militaire, afin de renforcer leur capacité à protéger efficacement les ressources naturelles du pays.

Dans son discours, la Directrice de cabinet a souligné l'engagement du gouvernement à améliorer les compétences du personnel forestier. Elle a encouragé les récipiendaires à poursuivre leurs efforts et à mettre à profit leurs nouvelles compétences pour protéger l'environnement et la biodiversité.

Monsieur Rémi HEFOUME, Directeur Général des Eaux, Forêts et Chasse, a exprimé sa reconnaissance au Président de la République et au Ministre pour leur soutien indéfectible. Il a exhorté les sous-officiers à faire preuve de professionnalisme et de probité dans leurs fonctions futures.

De son côté, Madame Charlotte OKUNDE, Directrice de l'École Nationale des Eaux, Forêts et Chasse, a salué les réformes en cours, notamment la loi 2020-18 du 03 juillet 2020, qui renforce le statut des fonctionnaires forestiers. Elle a insisté sur l'importance de ces mesures pour préparer le personnel aux défis liés aux changements climatiques.

Les diplômés, représentés par leur porte-parole Innocent GAMMENON, ont exprimé leur gratitude pour cette formation et se sont engagés à contribuer pleinement à la gestion durable des ressources naturelles. Ils ont tous obtenu des moyennes supérieures à 12/20, avec 07 mentions très bien, 34 mentions bien, et 03 mentions assez bien.

Megan Valère SOSSOU

Revue du premier semestre 2024 : Progrès et défis du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays Bénin-PNUD

Le jeudi 22 août 2024, la salle de conférence du Ministère du Cadre de Vie et des Transports a accueilli la revue du premier semestre 2024 du pilier 1 « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays 2024-2026, entre le Gouvernement du Bénin et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette rencontre, sous le leadership du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, visait à analyser les progrès réalisés dans l'opérationnalisation du cadre de coopération et à proposer des mesures pour résoudre les problèmes éventuels.



Revue semestrielle / Projets PNUD Benin

À l'ouverture de cette revue, M. Elhadj Oumar Diallo, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin, a souligné le caractère obligatoire de cette rencontre, essentielle pour la reddition des comptes auprès des partenaires. Il a indiqué que le niveau d'exécution financière des projets de ce pilier était de 41% au 30 juin et de 53% au 19 août 2024, avec un objectif de 75% d'ici fin septembre 2024. Ces chiffres mettent en lumière les défis rencontrés dans l'utilisation des crédits par les projets.

Pour M. Urbain TCHIAKPE, représentant le Ministre du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable, cette revue constitue un moment crucial pour évaluer les progrès réalisés et formuler les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes identifiés. Il a exprimé sa gratitude envers les agences du Système des Nations Unies (SNU) qui soutiennent activement le Gouvernement dans la réalisation des objectifs du Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026.

Au total, cinq projets ont été passés en revue, présentant

leurs performances, les difficultés rencontrées, les risques, les bonnes pratiques, les leçons apprises ainsi que les mesures mises en œuvre suite aux recommandations antérieures. Les projets examinés étaient :

- **Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés Agricoles des Zones Frontalières Exposées aux Effets Néfastes des Changements Climatiques (PRRéCAZ)**
- **Projet de Renforcement de la Résilience du Secteur de l'Énergie aux Impacts des Changements Climatiques au Bénin (PANA-ENERGIE)**
- **Projet de Promotion de la Production Durable de Biomasse Électricité au Bénin (BIOMASSE-ELECTRICITE)**
- **Projet de Restauration et de Valorisation des Terres et des Écosystèmes Forestiers Dégradés pour une Meilleure Résilience Climatique au Bénin (PIRVaTEFoD-Bénin)**
- **Projet de Promotion du Sel Local Iodé Xwlajê dans la Zone Côtière au Bénin (PROSEL)**

Les échanges ont révélé plusieurs résultats intéressants pour le premier semestre 2024, tout en soulignant la nécessité d'efforts supplémentaires pour atteindre la cible de 100% d'exécution financière du Programme d'ici la fin de l'année. Des recommandations ont été formulées pour surmonter les défis liés aux délais de passation des marchés selon la procédure nationale et pour assurer la durabilité des acquis de certains projets.

Cette revue a donc été un moment clé pour renforcer la coopération et ajuster les stratégies afin d'optimiser les résultats des projets du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi ».

Megan Valère SOSSOU

Le Dr Faustine Englebert Ndugulile de la Tanzanie désigné prochain Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique

Le Dr Faustine Englebert Ndugulile a été désigné Directeur régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la Région africaine. Il succédera à la Dre Matshidiso Moeti, qui a effectué deux mandats de cinq ans à la tête du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.

Les États Membres ont voté en faveur de la désignation du Dr Ndugulile lors de la soixante-quatorzième session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, qui se tient à Brazzaville, au Congo. Les autres candidats étaient le Dr Boureima Hama Sambo (proposé par le Niger), le Dr Ibrahima Socé Fall (proposé par le Sénégal) et le Dr Richard Mihigo (proposé par le Rwanda).



Dr Faustine Englebert Ndugulile

La désignation du Dr Ndugulile sera soumise à la 156e session du Conseil exécutif de l'OMS, qui se tiendra en février 2025 à Genève, en Suisse. Le nouveau Directeur régional prendra ses fonctions pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

Dans son discours d'acceptation, le Dr Ndugulile a exprimé son engagement à faire progresser la santé des populations de la Région. « C'est pour moi un grand honneur et une grande humilité d'avoir été élu au poste de Directeur régional de

l'OMS pour l'Afrique. Je remercie les États Membres pour la confiance qu'ils m'ont témoignée. Je promets de travailler avec vous et je crois qu'ensemble nous pouvons construire une Afrique plus saine », a déclaré le Dr Ndugulile.

Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, a félicité le Dr Ndugulile pour son élection en tant que Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. Il a par ailleurs remercié le Dr Sambo, le Dr Fall et le Dr Mihigo pour leurs campagnes.

« Le Dr Ndugulile a gagné la confiance des États Membres de la Région pour être élu prochain Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. C'est un grand privilège et une très grande responsabilité », a déclaré le Dr Tedros. « Toute la famille de l'OMS en Afrique et dans le monde entier et moi-même vous soutiendrons à chaque étape de votre parcours. »

Le Dr Tedros a également remercié la Dre Moeti, Directrice régionale sortante de l'OMS, pour ses dix années d'engagement et d'excellence au service des pays et des populations d'Afrique.

« Je remercie ma consœur, la Dre Moeti, pour tout ce qu'elle a fait pour la santé des populations africaines, mais aussi pour ce qu'elle est », a ajouté le Dr Tedros. « Je la remercie pour l'exemple qu'elle a donné et l'héritage qu'elle a laissé. »

La Dre Moeti a félicité le Dr Ndugulile et lui a souhaité beaucoup de succès. « Je voudrais vous féliciter pour votre élection au poste de Directeur régional pour l'Afrique. C'est un rôle extrêmement gratifiant. Malgré les nombreux défis, je sais que vous prendrez le relais et que vous continuerez à accélérer les progrès déjà réalisés, en mettant la santé et le bien-être des populations africaines au centre de vos préoccupations », a indiqué la Dre Moeti.

Dr Ifedayo Morayo Adetifa devient le Directeur de la transformation à FIND

FIND a le plaisir d'annoncer la nomination du Dr Ifedayo Morayo Adetifa au poste de Directeur de la Transformation. Dr Adetifa, qui assumera également les fonctions de Directeur Exécutif, apporte une riche expérience et un parcours éprouvé dans le domaine de la santé mondiale et de la sécurité sanitaire, en particulier dans la prévention et le contrôle des maladies infectieuses.



Dr Ifedayo Morayo Adetifa

Dr Adetifa, pédiatre chevronné et épidémiologiste accompli des maladies infectieuses, a précédemment occupé le poste de Directeur Général et Exécutif du Centre Nigérian de Contrôle

et de Prévention des Maladies (NCDC). Pendant son mandat au NCDC, il a joué un rôle crucial dans l'avancement de la réponse du Nigeria à la COVID-19. Il a également attiré des fonds substantiels pour les programmes, géré des budgets importants et supervisé une grande équipe dédiée à la lutte contre les agents pathogènes épidémiques et endémiques.

Exprimant son enthousiasme pour son nouveau rôle, Dr Adetifa a déclaré : « Je suis ravi de rejoindre FIND à un moment aussi critique pour la santé mondiale et en particulier pour les diagnostics. J'ai hâte de diriger l'équipe de FIND et de collaborer avec nos partenaires mondiaux pour stimuler l'innovation diagnostique et garantir que ces avancées atteignent ceux qui en ont le plus besoin. »

Dr Ayoade Alakija, président du conseil d'administration de FIND, a souligné l'importance de cette nomination : « Alors que FIND entame un nouveau et passionnant voyage de transformation, nous sommes ravis d'accueillir Dr Adetifa dans la famille FIND alors qu'il assume les responsabilités de Directeur Général. Sa nomination marque une étape importante, car il devient le premier Directeur Général africain du Sud global que FIND a été créé pour servir. Je suis particulièrement fier d'accueillir le premier Directeur Exécutif africain dans le Geneva Global Health Campus et l'écosystème plus large. Rééquilibrer le pouvoir est ce qui fera progresser la santé pour tous, et je reste pleinement engagé à faire en sorte que le leadership en santé mondiale reflète la diversité des populations que nous servons.»

L'expérience étendue de Dr Adetifa comprend des travaux aux niveaux national, régional, continental et international sur la fièvre de Lassa, les vaccins et l'immunisation, le virus respiratoire syncytial, le paludisme, la tuberculose et les systèmes de santé. Il est également actuellement membre du comité consultatif scientifique de la Coalition pour les Innovations en Préparation aux Épidémies (CEPI).

Dr Adetifa a obtenu ses qualifications médicales de premier cycle à l'Université d'Ilorin, au Nigeria, et a terminé sa résidence en pédiatrie au Lagos University Teaching Hospital, Idi-Araba, Lagos, avec l'attribution d'une bourse du West Africa College of Physicians en pédiatrie. Il a ensuite obtenu une maîtrise en sciences de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), à Londres, et un doctorat (tous en épidémiologie) de l'Université d'Amsterdam. Il a également été professeur associé d'épidémiologie des maladies infectieuses à la LSHTM avant sa nomination au NCDC.

Alors qu'il prend ses nouvelles fonctions, Dr Adetifa est prêt à guider FIND dans cette période de transformation et à faire progresser sa mission d'innover et d'élargir l'accès aux tests diagnostiques à l'échelle mondiale, en veillant à ce que ceux qui en ont le plus besoin ne soient pas laissés pour compte.

Gestion intégrée du parc W: Le Bénin met en place sa plateforme nationale

Le Bénin accueille depuis ce lundi 26 août 2024 à Cotonou, l'atelier national dédié à la mise en place de la plateforme de l'écosystème transfrontalier du complexe naturel W au Bénin. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Projet d'amélioration de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), de la gestion et de la gouvernance fondée sur la connaissance du bassin du Niger et du système aquifère d'Ilullemeden – Taoudéni/Tanezrouft (NB-ITTAS), piloté par l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).



Vue d'ensemble des participants

Tchokponhou Allomasso, Coordonnateur régional du projet NB-ITTAS, a rappelé que cet atelier marque la dernière phase d'un processus entamé depuis 2020. Il vise à mettre en place une gestion rationnelle de cet écosystème de grande importance pour l'Afrique de l'Ouest, reconnu pour sa diversité floristique et faunique a-t-il souligné. Ce projet bénéficie d'un grand intérêt de la part des partenaires internationaux. Il a exhorté les participants à s'investir pleinement pour la réussite de cet atelier.



Cérémonie d'ouverture de l'atelier

Représentant le Secrétaire Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger, Ibro Adamou, Directeur technique par intérim de l'ABN, a exprimé sa gratitude envers les autorités béninoises, notamment le ministère en charge de l'eau, qui assure la tutelle de l'Autorité du Bassin du Niger au Bénin. Il a souligné l'importance capitale de cet atelier dans le contexte des efforts déployés depuis plusieurs années pour accompagner les pays membres de l'ABN dans la préservation des ressources naturelles du bassin du Niger.

Aurélien Tossa, Chef de service de la coopération internationale et d'appui aux structures et organes GIRE, représentant le ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines, a insisté sur l'objectif principal de cette plateforme : améliorer la gestion, la gouvernance et la conservation des ressources naturelles dans 11 pays, dont le Bénin et le Burkina Faso. Il a rappelé que les écosystèmes, véritables interfaces entre nature et société, doivent être gérés de manière intégrée et participative pour garantir leur préservation.



la plénière

La plateforme, un outil pour une gestion efficace des écosystèmes

L'atelier permettra de dresser un état des lieux des écosystèmes d'importance mondiale, dont fait partie le parc W. Des plateformes nationales et régionales sont prévues autour de ces écosystèmes pour créer un environnement favorable à une meilleure gestion de la biodiversité. Après le Burkina Faso, c'est maintenant au tour du Bénin de mettre en place sa propre plateforme. Ibro Adamou s'est réjoui de la diversité des acteurs présents à cet atelier, signe du succès de l'initiative.

Cette nouvelle plateforme permettra de regrouper, analyser et produire des informations de qualité pour une gestion plus efficace des écosystèmes. Elle constitue un outil essentiel dans la lutte contre les défis sécuritaires et climatiques qui menacent ces ressources d'importance mondiale.

À l'issue des trois jours de travaux, une plateforme intégrée sera mise en place, offrant une opportunité unique aux différents acteurs d'apporter leurs contributions à la préservation de cet écosystème vital.

Abalo Towanou

Des équipements agricoles pour renforcer la résilience climatique des communautés

rurales au Bénin

D'importants matériels et équipements agricoles ont été remis le mardi 20 août 2024, à quatorze (14) clusters agricoles fonctionnels dans les filières riz, soja, anacarde, karité et cultures maraîchères de la commune de Djougou. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés Agricoles des Zones Frontalières exposées aux effets néfastes des changements climatiques (PRRéCAZ), soutenu par le Gouvernement du Bénin, le Royaume de Belgique, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).



Remise de matériels et équipements agricoles

La cérémonie de remise, qui s'est déroulée à la Cellule Communale de Djougou, a été co-présidée par M. Dossa AGUEMON, Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), représentant le Ministre, et M. Titus OSUNDINA, Représentant Résident du PNUD au Bénin. Étaient également présents les autorités politico-administratives, les préfets des départements de la Donga et de l'Alibori, les maires des communes bénéficiaires du

PRRÉCAZ, le Directeur national du projet, ainsi que des populations locales.

Des équipements pour améliorer la productivité et la résilience

Les équipements agricoles offerts aux clusters comprennent des tracteurs, des motoculteurs, des batteuses-vanneuses, des motopompes, des décortiqueuses, des semoirs, des kits d'étuvage, des tricycles, des moulins à grain de soja, et bien d'autres. La valeur totale de ces équipements s'élève à 278 millions de FCFA, financés par la Belgique. Ces matériels modernes visent à améliorer la productivité des agriculteurs, tout en les aidant à mieux s'adapter aux impacts du changement climatique.

Promouvoir des pratiques agricoles durables

Lors de son allocution, M. Dossa AGUEMON a exhorté les producteurs récipiendaires à adopter et respecter les bonnes pratiques agricoles, tout en veillant à la préservation de l'environnement. Il a rappelé que la durabilité des écosystèmes est essentielle pour la réussite des activités agricoles à long terme, surtout dans un contexte de changements climatiques.

Le PRRÉCAZ vise à renforcer la résilience des communautés agricoles des zones frontalières du Bénin, en particulier dans les communes de Copargo, Ouaké, Djougou et Malanville. Le projet s'attaque aux effets néfastes des changements climatiques en soutenant les moyens de subsistance des populations et en contribuant à la réduction de la pauvreté.

Grâce à ce projet, les communautés rurales béninoises disposent désormais des moyens nécessaires pour améliorer leur productivité agricole et renforcer leur capacité d'adaptation aux défis climatiques.

Megan Valère SOSSOU

Projet CASCADE: L'ASCINB remobilise les médias à plaider pour l'intensification de la nutrition au Bénin

L'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet CASCADE initié par Care International Benin Togo et Gain, poursuit son engagement en faveur de l'amélioration de la nutrition avec la deuxième édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) au Bénin. Un événement pour lequel les médias sont à nouveau mobilisés.



Vue d'ensemble des participants

Après le succès de la première édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) en 2023, l'ASCINB invite à participer à la 2e édition qui aura lieu du 3 septembre au 31 octobre 2024 dans vingt (20) communes du Bénin.

Pour y arriver et convaincue du rôle des médias, elle a lancé, ce lundi 19 août 2024 à Ouidah, un nouvel atelier visant à renforcer la mobilisation sociale, le plaidoyer et le lobbying pour une meilleure alimentation et nutrition au Bénin.

Cet atelier de formation qui se déroule sur trois jours, réunit près d'une cinquantaine de journalistes membres de la Fédération des Radios Communautaires et Assimilés du Bénin (FeRCAB), du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), ainsi que de l'Union des Professionnels des Médias au Bénin (UPMB).

L'initiative vise, selon Dr Aurélien ATIDEGLA, Président de l'ASCINB, à attirer l'attention des autorités et de l'opinion

publique sur les défis liés à la nutrition particulièrement dans les zones rurales du Bénin, au profit des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer.

Au cours de cette formation, les participants ont revisité les notions essentielles liées à la communication, au plaidoyer et au lobbying, en clarifiant les différences entre ces techniques. Ils ont également exploré diverses stratégies de mobilisation, telles que les campagnes de plaidoyer, les foires et les caravanes itinérants.

Cet atelier s'achèvera le mercredi avec l'engagement des acteurs des médias présents à intensifier leurs efforts pour promouvoir un plaidoyer actif contre la malnutrition au Bénin.

Il convient de rappeler que l'année dernière, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) a été lancée le 15 octobre 2023, au cours de la Journée internationale de la femme rurale, suivie d'une manifestation à Savalou, le lendemain en marge de la Journée Mondiale de l'Alimentation. Cette campagne avait réussi à mobiliser d'importants acteurs pour le renforcement des actions en faveur de la nutrition au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Afrique Subsaharienne: Voici les Tops et Flops en personnel de santé en 2023

En 2023, seuls 9 des 44 pays d'Afrique subsaharienne atteignent le seuil de densité de 4,45 professionnels de la

santé pour 1 000 habitants, fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour garantir la couverture sanitaire universelle. Ce chiffre inclut principalement les médecins généralistes et spécialistes, tels que les oncologues, gynécologues, et orthodontistes. En revanche, 18 pays de la région affichent une densité inférieure à un médecin pour 1 000 habitants, faisant de l'Afrique le continent le moins doté en personnel de santé, selon une étude publiée au premier trimestre 2024 par [le magazine économique américain CEO World](#).



La pénurie aiguë de professionnels de la santé en Afrique s'explique par plusieurs facteurs. *CEO World* cite l'insuffisance des capacités de formation, une croissance démographique rapide, une gouvernance déficiente du personnel de santé, et des changements de carrière. Cependant, la migration reste le facteur principal de cette crise.

La fuite des cerveaux : un défi majeur

De plus en plus de médecins africains, en quête de meilleurs salaires et conditions de travail, choisissent d'émigrer vers des pays développés où la demande en personnel de santé est également élevée. Selon les analystes de *CEO World*, cette

migration contribue à déstabiliser les systèmes de santé déjà fragiles des pays africains. Les États-Unis et le Canada figurent parmi les principales destinations de ces professionnels de santé.

L'OMS prévoit qu'il manquera 6,1 millions de professionnels de la santé en Afrique d'ici 2030, une augmentation de 45 % par rapport aux dernières estimations de 2013. Cette pénurie, combinée à une répartition inégale du personnel de santé, accentue les disparités. Par exemple, la Somalie affiche le ratio le plus bas avec seulement 0,2 travailleur de la santé pour 1 000 habitants, tandis que Maurice, avec 26,6 pour 1 000 habitants, se positionne en tête du continent grâce à un système de santé solide et des soins gratuits dans les hôpitaux publics. Les Seychelles, l'Angola, l'Afrique du Sud, et le Cap Vert complètent le top 5 des pays subsahariens les mieux dotés en personnel de santé.

Zone Franc : le paradoxe sanitaire

Le tableau est particulièrement sombre pour les 14 pays de la Zone Franc. À l'exception du Gabon, qui dépasse le seuil de l'OMS avec 5,9 médecins pour 1 000 habitants, la plupart de ces pays sont confrontés à des pénuries sévères. Le Gabon, avec une population de 2,4 millions d'habitants et un PIB de 20,5 milliards USD en 2023, figure parmi les mieux lotis, bien que le nombre de dentistes et de pharmaciens y reste extrêmement faible. La Guinée Équatoriale, avec 3,5 médecins pour 1 000 habitants, et la Guinée-Bissau, avec 2,2, suivent dans ce classement. En revanche, des pays comme le Niger, le Tchad, le Bénin et le Togo occupent le bas du tableau avec seulement 0,6 médecin pour 1 000 habitants.

Au niveau mondial, Cuba continue de dominer avec 84,3 médecins pour 1 000 habitants. La Belgique est classée cinquième, la Russie 35e, les États-Unis 41e, la France 46e, et la Chine 74e, soulignant les écarts considérables entre les pays en termes de disponibilité du personnel de santé.

Énergie propre pour tous : Le Projet Africa MiniGrid officiellement lancé au Bénin

Le Bénin se positionne résolument sur la voie de l'émancipation énergétique avec le lancement officiel du Projet-Bénin, dans le cadre du Programme Minigrad en Afrique. Ce lundi 12 août, les autorités béninoises, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ont marqué le coup d'envoi de cette initiative ambitieuse lors d'une cérémonie à Niaouli, dans la commune d'Allada.



Le Programme de Mini Réseaux en Afrique, au cœur de ce projet,

visé à transformer le paysage énergétique béninois en renforçant la viabilité des mini-réseaux alimentés par des sources renouvelables. L'objectif : augmenter l'accès à une énergie propre et abordable pour les populations, tout en stimulant les investissements grâce à des modèles commerciaux novateurs et des coûts réduits.

Ce projet, qui promet un avenir meilleur, prévoit l'installation de 0,4 MW de capacité photovoltaïque et 0,9 MWh de stockage sur batterie. Un impact majeur est attendu sur le plan environnemental, avec une réduction des émissions de gaz à effet de serre estimée à 9 000 tonnes métriques de CO₂ équivalent directement, et à 180 000 tonnes métriques de CO₂ équivalent de manière indirecte.

L'impact social du projet est tout aussi prometteur. Près de 12 000 Béninois, dont la moitié de femmes, bénéficieront directement des 2 400 nouveaux raccordements de mini-réseaux. À travers ce déploiement, le gouvernement béninois, soutenu par ses partenaires techniques et financiers, entend faire de l'accès universel à l'énergie une réalité.

Lors de la cérémonie, Joseph Cakpo, maire d'Allada, a souligné l'importance de ce projet pour un développement harmonieux des régions du Bénin. Il a salué l'engagement des autorités locales et nationales ainsi que la détermination du ministre de l'Énergie, Samou Adambi, à faire de l'accès à l'énergie un droit pour tous.

Jean-Claude Codjia, préfet de l'Atlantique, a quant à lui exprimé sa profonde gratitude envers le Chef de l'État et le gouvernement pour leur engagement à fournir de l'énergie électrique aux localités les plus reculées. Il a exhorté les populations à s'impliquer activement dans toutes les étapes de ce projet transformateur.

Titus Osundina, représentant résident du PNUD au Bénin, a réitéré l'engagement de son organisation à soutenir le

gouvernement béninois dans sa transition énergétique. Il a salué les efforts continus du Bénin pour atteindre les Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 7, qui vise l'accès universel à une énergie propre et abordable.

Pour sa part, le ministre de l'Énergie, Samou Adambi, a exprimé sa reconnaissance envers les partenaires, particulièrement le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), pour leur soutien indéfectible. Il a assuré que le gouvernement reste fermement engagé à réaliser les ambitions portées par ce projet.

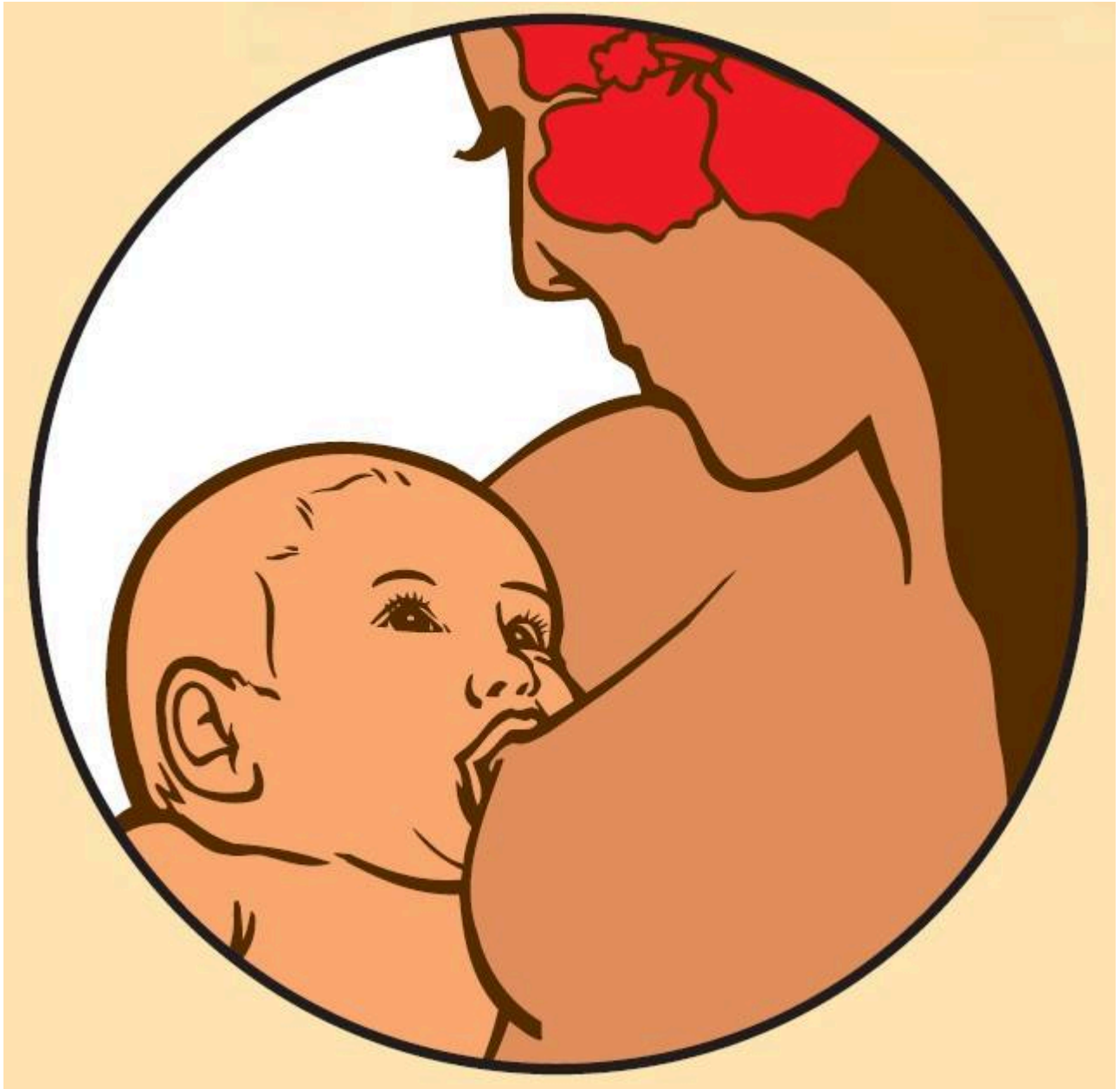
Le lancement du Projet-Bénin du Programme Minigrad en Afrique témoigne de l'engagement des autorités béninoises à faire de l'énergie un levier de développement et de bien-être pour toutes les couches sociales.

Megan Valère SOSSOU

Semaine mondiale de l'allaitement maternel : Un engagement renouvelé pour soutenir les Mères

Avec le soutien de l'OMS, de l'UNICEF, et de nombreux ministères de la Santé et partenaires de la société civile, la Semaine mondiale de l'allaitement maternel a lieu chaque année durant la première semaine d'août. Cette initiative vise à promouvoir l'allaitement maternel comme l'un des moyens les plus efficaces de garantir la santé et la survie des enfants. Cependant, moins de la moitié des nourrissons de moins de six

mois sont actuellement exclusivement allaités au sein.



Chaque année, un thème différent est choisi pour encourager des environnements favorables qui aident les femmes à allaiter. Le thème de 2024, « Comblers l'écart : soutien à l'allaitement maternel pour toutes », met l'accent sur le soutien nécessaire à toutes les mères, quel que soit leur parcours d'allaitement, en soulignant le rôle des familles, des communautés, et des agents de santé.

Cette année la campagne célèbre la diversité des mères qui allaitent et souligne les soutiens communautaires et professionnels disponibles pour elles. Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau

Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest, s'est exprimé au Réseau des Médias Africains pour la Promotion et la Médium de la Santé (REMAPSEN) le mardi 30 Juillet 2024. Il a rappelé que « le lait maternel continue d'être l'aliment approprié au développement des bébés et des enfants de la naissance à six mois », soulignant la nécessité d'une bonne nutrition dès le début de la vie pour la santé et le développement.

Cependant, des obstacles subsistent, notamment l'usage du lait artificiel qui compromet la santé des enfants et les expose à diverses maladies. Les faibles taux d'allaitement maternel en Afrique centrale et occidentale sont souvent dus à la disponibilité des substituts de lait maternel sur le marché et à l'absence de lois restrictives. Nanama a évoqué la nécessité pour les pays de développer des programmes de nutrition pour les enfants de moins de cinq ans et d'interdire les substituts du lait, citant le Ghana comme un exemple à suivre.



Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest

Il a également mentionné le manque de soutien postnatal pour les mères après leur sortie de l'hôpital : « Quand la mère rentre à la maison, il n'y a personne pour l'accompagner pour donner du lait à l'enfant. Tous ces facteurs se combinent pour provoquer un mauvais allaitement. » Pour améliorer les taux d'allaitement, il a souligné l'importance de surmonter les obstacles actuels et de mettre en œuvre les stratégies de l'UNICEF. « Si ces barrières sont surmontées, si les stratégies lancées par l'UNICEF sont mises en œuvre, nous atteindrons 70 %, ce qui est le pourcentage acceptable. »

Enfin, Nanama a mis en garde contre les informations trompeuses sur les réseaux sociaux concernant l'allaitement maternel. L'éducation et la sensibilisation, combinées à des politiques rigoureuses, sont essentielles pour promouvoir l'allaitement maternel et assurer une nutrition optimale pour les enfants.

Rappelons qu'en 2018, une résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé a reconnu la Semaine mondiale de l'allaitement maternel comme une stratégie essentielle de promotion de la santé.

Megan Valère SOSSOU

Variole du singe : L'OMS pourrait déclencher l'alerte

maximale de santé et convoquer un comité d'urgence

Le Directeur Général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a annoncé, ce dimanche 4 août, qu'il envisage de convoquer un comité d'experts pour déterminer s'il faut déclarer l'épidémie de mpox, également connue sous le nom de « variole du singe », comme une urgence de santé publique de portée internationale. Cette épidémie sévit actuellement dans plusieurs pays africains.



Cas de variole de singe

Tedros Adhanom Ghebreyesus a souligné que l'OMS, en collaboration avec les centres africains de contrôle et de prévention des maladies, intensifie ses efforts pour freiner la transmission du virus. « Mais il est nécessaire d'obtenir davantage de financements et de soutien pour une réponse globale », a-t-il déclaré sur [le réseau social X](#). Il a ajouté : « J'envisage de convoquer un comité d'urgence sur les régulations sanitaires internationales pour me conseiller sur la nécessité de déclarer l'épidémie de mpox comme une urgence de santé publique de portée internationale. »

Cette déclaration représente la plus haute alerte que l'OMS peut émettre, et elle est lancée par le chef de l'OMS sur les conseils du comité.

Une nouvelle menace pour la santé mondiale

Le 11 juillet, l'OMS a mis en garde contre la menace mondiale que représente le mpox, exprimant son inquiétude face à une flambée épidémique d'une nouvelle souche plus virulente du virus en République démocratique du Congo (RDC). Depuis, plusieurs pays africains, dont le Burundi, la Côte d'Ivoire,

le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda, ont signalé des cas de mpox. La RDC, quant à elle, a rapporté plus de 11 000 cas, dont 450 décès.

La variole du singe a été identifiée chez l'homme pour la première fois en 1970, en République démocratique du Congo. En mai 2022, le virus a commencé à se propager à l'échelle mondiale, touchant principalement les hommes homosexuels et bisexuels. Cette épidémie mondiale a conduit l'OMS à déclarer une urgence de santé publique de portée internationale en juillet 2022, une alerte qui a été levée en mai 2023.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors de son intervention au siège de la Banque mondiale à Washington (États-Unis) le 18 avril 2024, a réaffirmé l'engagement de l'OMS à lutter contre cette épidémie et à mobiliser les ressources nécessaires pour protéger les populations à risque.

Le monde attend maintenant de voir si l'OMS déclarera une nouvelle urgence internationale pour la variole du singe, une décision qui pourrait catalyser une réponse mondiale plus coordonnée et intensifiée contre ce virus préoccupant.

Megan Valère SOSSOU

**Université d'Abomey-Calavi :
Sandra ZANNOU décroche son
Doctorat en Socio-**

Anthropologie de la Santé

Le Mardi 30 juillet 2024, la salle de conférence Michel BOKO de l'École Doctorale Pluridisciplinaire « Espaces, Cultures et Développement » de l'Université d'Abomey-Calavi a servi de cadre à un moment mémorable. Madame Sandra Zannou y a brillamment soutenu sa thèse, intitulée « Trajectoires de soins et vécu des malades du cancer du sein : une analyse socio-anthropologique à partir des cas observés au CNHU-HKM de Cotonou ». La recherche de Madame Sandra Zannou, avait pour objectif d'analyser les facteurs qui influencent les trajectoires de soins des patientes atteintes du cancer du sein à Cotonou.



Erick SAVI
Photographie

Sandra Zannou

En effet, le cancer du sein est une maladie de plus en plus répandue en Afrique, avec des taux de mortalité élevés en raison du diagnostic tardif et des difficultés d'accès aux soins. Entre 2010 et 2018, le cancer du sein représentait 32,5 % des cancers les plus fréquents chez les femmes au Bénin.

Dans sa thèse, elle s'est intéressée aux difficultés récurrentes liées à la prise en charge des patientes atteintes du cancer du sein et a cherché à comprendre comment les environnements socio-économiques et les représentations sociales influencent ces difficultés. Sa recherche est qualitative, basée sur des entretiens libres et semi-structurés avec 72 participants, incluant des patientes, des membres de leur entourage, des agents de santé et d'autres acteurs concernés.

L'impétrante a mis en lumière les nombreuses difficultés rencontrées par les patientes, notamment les perceptions de la maladie comme « héréditaire », « des riches », « incurable », « de la civilisation », « des religieux », « spirituelle » et « à stigmat ». Elle a également souligné l'importance des soins populaires, biomédicaux, endogènes, alternatifs et religieux, en raison de la faiblesse technique et du coût élevé des traitements spécialisés.

Le diagnostic, le suivi et l'accompagnement des patientes laissent souvent à désirer, en raison de l'absence d'accompagnement institutionnel et de la gestion inadéquate des effets secondaires. Mme Zannou a souligné la forte mobilité thérapeutique due au déficit de spécialistes et de technologies comme l'immunohistochimie et la radiothérapie, ainsi qu'à l'inaccessibilité financière et géographique des traitements au CNHU/HKM.

Face à ces défis, elle propose des solutions telles que la sensibilisation dans les communautés où les femmes sont majoritairement présentes, la création d'un centre spécialisé

multidimensionnel et la mise en place d'un système d'assurance maladie pour améliorer l'accès aux soins.

Madame Sandra Zannou a montré l'importance de comprendre et d'intégrer les représentations sociales des patientes dans la prise en charge du cancer du sein. Elle appelle à une amélioration des infrastructures de santé et des politiques publiques pour une prise en charge plus efficace et humaine des patientes.

Ces résultats ont été présentés devant un jury prestigieux, composé de : Président : Monsieur Adolphe KPATCHAVI, Professeur titulaire à l'Université d'Abomey-Calavi, des examinateurs Monsieur Tossou ATCHRIMI, Professeur titulaire à l'Université de Togo, Monsieur Arnaud Kévin DAYORO, Professeur titulaire à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire, Monsieur N'Koué Emmanuel SAMBIENI, Maître de conférences à l'Université d'Abomey-Calavi, et Abou-Bakari IMOROU, Professeur titulaire à l'Université d'Abomey-Calavi.

L'impétrante a reçu la mention très honorable avec les félicitations du jury, devant un public composé de parents, d'amis et de collègues du laboratoire de recherches socio-anthropologiques sur les systèmes organisés et les mobilités, ainsi que de l'ancien vice-recteur de l'UAC, Marcel Zannou, Professeur agrégé à la retraite et actuellement Président du Comité National de la Médecine hospitalière.

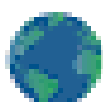
Ce travail de recherche constitue une avancée significative dans la compréhension des trajectoires de soins des patientes atteintes de cancer du sein au Bénin et offre des perspectives nouvelles pour améliorer la prise en charge et réduire les pertes de vies précoces. Il intervient dans un contexte où le Bénin se prépare à accueillir un établissement de santé de renommée internationale. Les résultats des travaux vont servir au Centre hospitalier international de Calavi, encore appelé le CHIC, qui est un établissement hospitalier public de santé pluridisciplinaire de référence internationale situé dans la

commune d'Abomey-Calavi au Bénin.

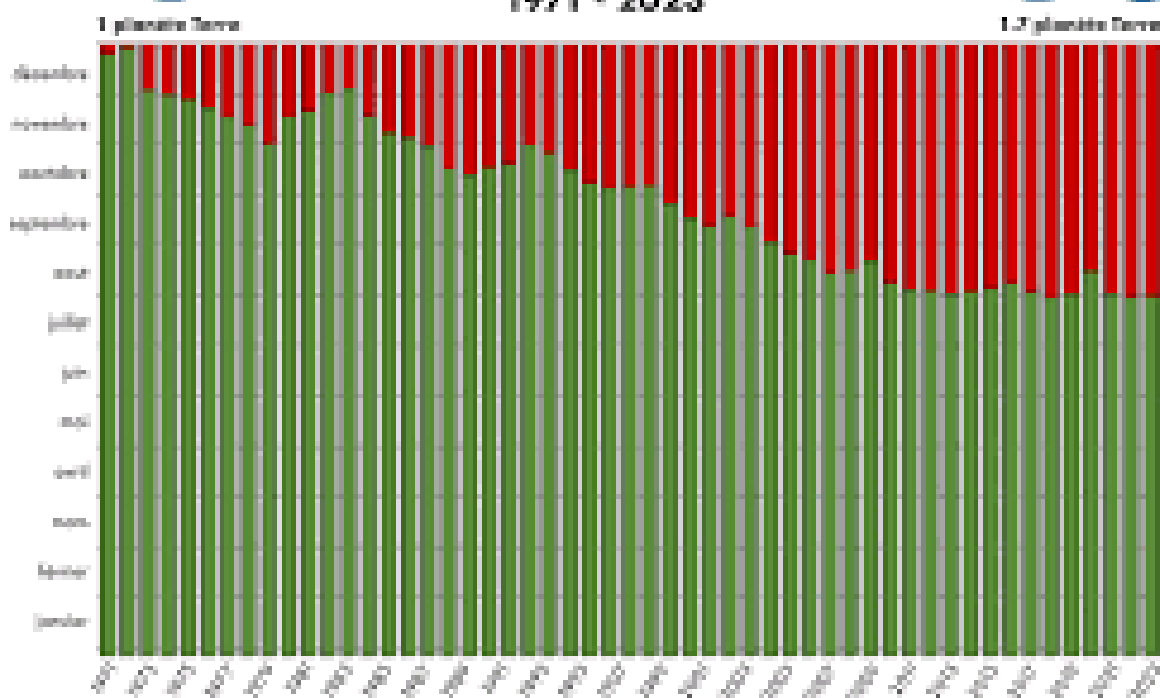
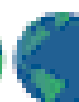
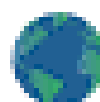
Megan Valère SOSSOU

Jour du dépassement : à compter de ce jeudi, la Terre vit à crédit

Ce jeudi 1er août 2024 marque un triste jalon pour notre planète : le Jour du dépassement. En seulement sept mois, l'humanité a épuisé toutes les ressources que la Terre est capable de régénérer en un an, [souligne le Global Footprint Network](#), qui calcule cet indice annuel. Ce jour arrive cette année 15 heures plus tôt que l'an passé, et est identique à celui de 2022.



Jour du Dépassement de la Terre 1971 - 2023



Source : Global Footprint and Ecoversity, August, Edition 2021
data.footprintnetwork.org

Depuis 2018, à l'exception de l'année 2020 où les confinements dus à la pandémie de Covid-19 avaient repoussé cette date au 16 août, le Jour du dépassement est resté relativement stable. En 2020, les arrêts économiques mondiaux avaient permis de retarder cette date fatidique, illustrant l'impact de notre consommation excessive sur les ressources naturelles de la planète.

Pourtant, malgré ces fluctuations, le constat reste alarmant. En sept mois, l'humanité a consommé autant de ressources naturelles que les écosystèmes peuvent en renouveler en une année entière. Il nous faudrait 1,75 Terre pour satisfaire notre appétit insatiable, selon les calculs du Global Footprint Network.

« La persistance du dépassement, depuis un demi-siècle, a entraîné une diminution de la biodiversité, un excès de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et une concurrence accrue pour la nourriture et l'énergie », explique David Lin,

directeur scientifique du Global Footprint Network, dans un communiqué. Les effets de cette surconsommation sont de plus en plus visibles : vagues de chaleur inhabituelles, [feux de forêt](#), sécheresses et inondations.

Depuis 2011, la date du Jour du dépassement oscille entre le 1er et le 6 août, reflétant une relative stabilité. Toutefois, le Global Footprint Network met en garde : l'humanité est en train de perdre la course pour atteindre les objectifs internationaux de protection de la planète, tels que la conservation de 30% de la biosphère mondiale d'ici 2030 et la réduction des émissions de carbone de 45% par rapport à 2010.

« La réduction des émissions de carbone nécessiterait à elle seule de déplacer le Jour du dépassement de 22 jours par an au cours des six prochaines années », précise l'ONG. Depuis 1970, cette date a avancé de cinq mois, soulignant l'urgence de prendre des mesures concrètes pour inverser cette tendance.

Le Jour du dépassement est un rappel brutal de notre impact sur la Terre. Chaque jour gagné dans cette course contre la montre est crucial pour assurer un avenir durable à notre planète et aux générations futures.

Megan Valère SOSSOU

De la terre à l'assiette : Le Bénin défend ses semences paysannes

Une diversité de voix s'est levée ce vendredi 26 juillet 2024, au siège du CEVASTE, pour discuter de l'avenir agroécologique

du Bénin. L'événement, rassemblant pasteurs, musulmans, chefs coutumiers, acteurs agricoles, avait pour objectif d'influencer les politiques en matière de souveraineté alimentaire, de résilience communautaire et de régénération de la diversité bioculturelle en Afrique.



Photo d'ensemble

L'importance de la rencontre est de permettre aux organisations de s'exprimer sur la situation du Bénin en matière d'importation de semences et d'engrais chimiques, ainsi que sur la décision gouvernementale de créer une entreprise nationale des semences, explique Daniel Jean Edwens, chargé de projet au CEVASTE.

Pour Dah Atawé Akoyi Oussou Lio, Président de GRABE Bénin ONG et membre de l'ABN, les semences constituent la santé de l'Homme, son histoire, sa culture et sa suivie. Il n'a pas manqué de mettre en lumière l'importance de la souveraineté alimentaire liée aux semences. Il a évoqué les questions de santé, le transfert de connaissances et les rituels traditionnels entourant les semences. Dah Akowé a également alerté sur les dangers des semences génétiquement modifiées, soulignant les richesses culturelles et historiques que chaque semence porte en elle.

Au cours de cette séance, et parlant de la récente décision du gouvernement de créer une société des semences et Plants,

l'activiste pour la Nature et membre de la FAEB et du réseau Jinunkun Patrice Sagbo a exprimé la ferme position de la Fédération AgroEcologique du Bénin (FAEB). En effet, il s'agit d'une désapprobation catégorique. L'activiste a rappelé que les semences paysannes, bien que perçues comme non performantes par les autorités, ont nourri des générations pendant des millénaires. Selon lui, le véritable problème réside dans les pratiques actuelles entourant les semences, notamment l'importation d'intrants chimiques. Patrice Sagbo a plaidé pour une valorisation des semences paysannes pour renforcer le système alimentaire du Bénin.

Une réalité à laquelle s'accordent toutes les parties prenantes à cette rencontre. Fagnon Issac, pasteur et fondateur du Ministère Église Missionnaire Évangélique la Lumière des Nations, a déclaré : *« Comme le Dieu tout Puissant nous recommande d'aller évangéliser pour que les âmes soient sauvées, je sensibiliserai à la suite de cette séance mes fidèles sur les pratiques et les enseignements que j'ai découverts ici au CEVASTE. »*

Le chef religieux, Hounon Agbovode Mandje Agbogni, à l'Etat civile, Dossou-Yovo Aubin, a également pris l'engagement de partager les connaissances acquises à l'endroit de ses communautés à la base afin de préserver les semences paysannes.

Il est impératif de revenir aux anciennes pratiques agricole c'est ce que préconise la jeune entrepreneure agricole, Clarisse Adansi, qui a vu ses connaissances actualisées au cours de cette séance débat.

La rencontre a pris fin sur le plaidoyer du Père Jah qui a, souligné l'importance de revenir aux principes de l'agroécologie en multipliant et partageant les semences, afin d'aller de l'autonomie à la suffisance alimentaire puis de la suffisance alimentaire à la souveraineté alimentaire.

Il a rappelé l'ordre divin de cultiver et de préserver la fertilité de la terre, invitant chacun à bâtir une nouvelle création sans les vicissitudes des engrais chimiques, mais plutôt un pays prospère où coulent le lait et le miel, grâce à un retour aux traditions.

Cette séance d'échange et de débat marque un grand pas vers une prise de conscience collective et une action concertée des acteurs à divers niveaux pour la préservation des semences paysannes. Elle fait renaître un espoir : celui de voir la terre béninoise prospérer grâce à ses propres richesses naturelles et culturelles.

Rappelons que cette activité organisée par le *Centre d'Expérimentation et de Valorisation de l'Agro écologie des Sciences et Techniques Endogènes (CEVASTE)* avec la Fédération AgroEcologique du Bénin (FAEB) est soutenue par l'African Biodiversity Network (ABN) et Brot für die Welt. Une pensée particulière a été adressée à la Feue Mère Jah.

Megan Valère SOSSOU